

Marchandisation des aliments et résilience socioéconomique : accès et consommation à Daoukro (côte d'ivoire)

TAPSOBA Marie Claude

Titulaire d'un master en sociologie

Département de Sociologie

Université Félix Houphouët-Boigny

Mclaudetapsoba87@gmail.com

Ablakpa Jacob AGOBE

Maître de Conférences(CAMES)

Ecole Doctorale SCALL-ETAMP

Université Félix Houphouët-Boigny

Département de sociologie

agobe.jacob42@ufhb.edu.ci

jacobagobe@yahoo.fr

<https://orcid.org/0009-0004-8636-9753>

Résumé :

Cette étude analyse les effets de la marchandisation des aliments sur la résilience socioéconomique des populations à Daoukro, en Côte d'Ivoire, dans un contexte marqué par la hausse des prix des denrées et la transformation des systèmes alimentaires locaux. Malgré l'importance de l'agriculture dans l'économie ivoirienne, de nombreux ménages rencontrent des difficultés croissantes d'accès régulier à une alimentation suffisante et diversifiée. Cette situation soulève la problématique de l'adaptation des populations face à la commercialisation accrue des produits alimentaires. L'objectif de la recherche est d'examiner comment la marchandisation influence les conditions d'accès aux aliments et les stratégies de consommation des ménages. La méthodologie repose sur une approche qualitative combinant des entretiens semi-directifs auprès des ménages, des commerçants et des acteurs locaux, ainsi que des observations de terrain dans les marchés. Les résultats montrent que la marchandisation renforce les inégalités d'accès à l'alimentation, obligeant les populations à développer diverses stratégies de résilience, telles que la réduction des quantités consommées, la substitution des aliments, le recours aux réseaux de solidarité et l'intensification d'activités génératrices de revenus. L'étude met ainsi en évidence les recompositions des pratiques alimentaires et des mécanismes d'adaptation des ménages face aux contraintes économiques.

Mots clés : *Marchandisation alimentaire, Résilience socioéconomique, Accès à l'alimentation, Pratiques de consommation*

Abstract:

This study analyses the effects of food commodification on the socio-economic resilience of populations in Daoukro, Côte d'Ivoire, in a context marked by rising food prices and the transformation of local food systems. Despite the importance of agriculture in the Ivorian economy, many households are finding it increasingly difficult to access sufficient and diverse food on a regular basis. This situation raises the issue of how populations are adapting to the increased commercialisation of food products. The aim of the research is to examine how commodification influences households' access to food and consumption strategies. The methodology is based on a qualitative approach combining semi-structured interviews with households, traders and local actors, as well as field observations in markets. The results show that commodification reinforces inequalities in access to food, forcing populations to develop various resilience strategies, such as reducing the quantities consumed, substituting foods, resorting to solidarity networks and intensifying income-generating activities. The study thus highlights the restructuring of food practices and household adaptation mechanisms in the face of economic constraints.

Keywords: Food commodification, Socio-economic resilience, Access to food, Consumption practices

Introduction

L'alimentation constitue un pilier central des sociétés humaines, fondement de la sécurité des ménages et, par ricochet, du développement social et économique des communautés (Pierre, 2001, p. 233-241). Cependant, dans le contexte contemporain, les conditions socioéconomiques des populations évoluent de manière instable, affectant négativement l'accès aux denrées alimentaires et fragilisant la sécurité des ménages. À l'échelle mondiale, les disparités socioéconomiques accentuent les difficultés d'accès à la nourriture pour certains segments de la population (Chival et al., 1995), situation aggravée par la flambée des prix des produits alimentaires de base observée ces dernières années (PAM, 2023). En Afrique de l'Ouest, et plus spécifiquement en Côte d'Ivoire, ces augmentations se traduisent par une vulnérabilité accrue des ménages, perturbant leur pouvoir d'achat, leur état de santé et leur niveau de vie (Diakalia, 2015 ; Yabile, 2013). La hausse des prix du riz, du maïs, du blé ou de l'huile, couplée à la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires, expose les populations locales à des risques alimentaires et sociaux importants, allant de la malnutrition aux crises sociales (Diallo et al., 2009 ; Koné & Yao, 2007).

Dans plusieurs localités de Côte d'Ivoire, notamment à Daoukro, les ménages rencontrent encore des difficultés pour accéder aux produits alimentaires de base. Pourtant, l'État a mis en place différentes mesures pour améliorer la situation, comme le plafonnement des prix de certains produits alimentaires par le Décret n°2021-910, ainsi que des programmes de soutien à l'agriculture et à la production vivrière tels que le Programme national d'investissement agricole (PNIA 2) et le Programme d'appui à la sécurité alimentaire et à la production vivrière (PASVIVI). Malgré ces initiatives, les observations de terrain montrent que les prix des denrées, qu'elles soient importées ou produites localement, continuent d'augmenter dans les marchés.

Cette situation a des conséquences directes sur la vie quotidienne des populations. De nombreux ménages sont contraints de modifier leurs habitudes alimentaires : certains réduisent les quantités consommées, d'autres remplacent certains aliments par des produits moins coûteux ou dépendent davantage de l'entraide familiale et communautaire. Ainsi, l'accès à l'alimentation devient de plus en plus difficile pour les populations les plus modestes, ce qui fragilise leur équilibre économique et social.

Il apparaît alors un paradoxe important : alors que des politiques publiques existent pour améliorer l'accès à la nourriture et soutenir la production agricole, les populations continuent de faire face à des difficultés concrètes pour se nourrir. Autrement dit, malgré les efforts institutionnels, la hausse persistante des prix alimentaires crée de nouvelles formes de vulnérabilité et met en question l'efficacité réelle des mécanismes mis en place pour garantir la sécurité alimentaire. Dans ce contexte, la question centrale de cette recherche est la suivante : comment la marchandisation des aliments influence-t-elle les conditions d'accès à l'alimentation et les stratégies de résilience socioéconomique des ménages à Daoukro (Côte d'Ivoire). L'objectif de l'étude consiste à analyser les effets de la marchandisation des produits alimentaires sur les comportements alimentaires et les rapports sociaux des populations de Daoukro, afin de comprendre comment les compromis sociaux et économiques influencent la sécurité alimentaire locale.

Cette recherche présente une double pertinence, scientifique et sociale. Sur le plan scientifique, elle contribue à la sociologie

économique et à l'analyse des systèmes alimentaires en milieu urbain , en éclairant les interactions entre politiques publiques, marché et populations et en mettant en évidence les tensions sociales engendrées par la variation des prix alimentaires. Sur le plan social, elle fournit des éléments de réflexion pour améliorer les stratégies de régulation des marchés alimentaires et renforcer la résilience des ménages vulnérables face à l'instabilité des prix, tout en orientant la formulation de politiques publiques plus équitables et adaptées aux réalités locales.

1. Ancrage théorique et méthodologique

La marchandisation des produits alimentaires ne se réduit pas à une simple logique économique. Elle s'inscrit dans un ensemble de dynamiques à la fois sociales et économiques, où se croisent et parfois s'opposent les intérêts du marché, de l'État et des ménages. C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente analyse, en mobilisant à la fois des apports classiques et des contributions plus récentes en sociologie économique.

En effet, les travaux de Granovetter (1985) rappellent que les activités économiques ne sont jamais totalement autonomes : elles sont profondément ancrées dans des relations sociales. Cette idée a été enrichie par des auteurs contemporains comme Beckert (2010), qui met l'accent sur le rôle des anticipations et des structures sociales dans la dynamique des marchés, ou encore Callon (2017), qui montre que les marchés sont aussi le produit de dispositifs concrets qui orientent les comportements des acteurs.

Par ailleurs, l'analyse s'appuie sur la théorie de la différenciation sociale développée par Bourdieu (1984). Celle-ci permet de comprendre que l'accès aux ressources, y compris alimentaires, dépend largement de la position sociale des individus, elle-même liée à la répartition inégale des différents types de capitaux. Cette lecture est aujourd'hui prolongée par des auteurs comme Piketty (2019), qui met en évidence l'accentuation des inégalités économiques, ou Sen (1999), qui insiste sur la capacité réelle des individus à accéder aux biens essentiels, au-delà de leur simple disponibilité.

Dans une optique plus empirique, la marchandisation de l'alimentation est appréhendée à travers plusieurs dimensions : l'évolution des prix des denrées, les mécanismes qui les

déterminent, mais aussi la place grandissante des logiques marchandes dans l'accès à la nourriture. Les analyses récentes des systèmes alimentaires, notamment celles du HLPE (2020), permettent de replacer ces transformations dans un cadre global, en lien avec les enjeux de sécurité alimentaire.

Face à ces contraintes, les ménages ne restent pas passifs. Ils développent diverses stratégies pour faire face : réduction des quantités consommées, substitution de certains produits, diversification des activités génératrices de revenus ou encore mobilisation des solidarités sociales. Ces mécanismes d'adaptation, déjà mis en évidence par Ellis (2000), sont approfondis par des travaux plus récents comme ceux de Béné et al. (2016), qui analysent la résilience des moyens d'existence dans des contextes de vulnérabilité.

Enfin, les inégalités d'accès à l'alimentation apparaissent comme un élément central de l'analyse. Elles ne tiennent pas uniquement aux revenus, mais aussi aux ressources sociales dont disposent les ménages. Les rapports récents de la FAO (2022) confirment d'ailleurs que l'insécurité alimentaire relève de facteurs multiples et structurels, dépassant la seule question de la disponibilité des aliments.

Au total, cette approche permet de considérer la marchandisation de l'alimentation non pas comme une simple augmentation des prix, mais comme un processus social plus large. Celui-ci transforme à la fois les pratiques alimentaires, les stratégies des ménages et, plus profondément, les rapports sociaux, notamment dans un contexte local comme celui de Daoukro.

La méthodologie adoptée a combiné des approches qualitatives et quantitatives afin de rendre compte de manière intégrée des dynamiques de marchandisation et des réponses des populations. La population de Baoulékro a été estimée à 10 114 habitants répartis en ménages, selon les données du RGPH 2021. Étant donné notre incapacité à enquêter l'intégralité de cette population, nous avons jugé pertinent d'interroger 10 % de celle-ci. En appliquant une règle de trois, la population à enquêter a été déterminée comme suit : X , la population mère, et X_n , la population à enquêter. Nous avons calculé $X_n = X / 100$, soit $10\,114 / 100 = 101,14$ ménages. Pour des raisons pratiques et d'approfondissement qualitatif, nous avons arrondi à 20 ménages, ciblant ainsi un échantillon représentatif permettant de dégager

des tendances significatives sans compromettre la profondeur analytique.

Le choix du site d'étude, Baoulékro, s'est justifié par son rôle central dans le département de Daoukro, caractérisé par des flux de produits alimentaires diversifiés et une forte exposition aux variations de prix sur le marché local. La sélection des participants s'est faite selon des critères socioéconomiques précis : inclusion de ménages avec des niveaux de revenus variés, représentativité des différents types de production alimentaire (cultivateurs, commerçants et consommateurs), et présence de membres ayant une expérience directe des fluctuations des prix alimentaires. Les outils d'enquête ont combiné des questionnaires structurés pour recueillir des données quantitatives sur les habitudes de consommation, les prix perçus et les revenus, et des entretiens semi-directifs pour explorer qualitativement les stratégies de résilience, les perceptions sociales de la marchandisation et les dynamiques de négociation entre acteurs. La technique d'échantillonnage utilisée a été un échantillonnage raisonné, permettant de cibler les ménages et individus les plus pertinents pour répondre aux questions de recherche tout en garantissant la diversité socioéconomique nécessaire à l'analyse.

L'analyse des données s'est articulée selon une approche mixte : les données quantitatives ont été traitées à l'aide de statistiques descriptives permettant de mesurer les variations des prix, la fréquence des consommations et l'accès aux denrées, tandis que les données qualitatives ont été analysées par analyse thématique, identifiant les motifs récurrents dans les discours relatifs à la marchandisation, aux stratégies de résilience et aux rapports sociaux. Ce traitement intégré a permis de mettre en lumière les interactions complexes entre marché, politiques publiques et comportements individuels et collectifs, confirmant empiriquement la pertinence des cadres théoriques mobilisés.

Ainsi, cette étude a permis de documenter de manière rigoureuse la manière dont la marchandisation des produits alimentaires affecte la sécurité alimentaire, les habitudes de consommation et les relations sociales à Daoukro, tout en illustrant comment les ménages mobilisent des capitaux économiques et sociaux pour faire face aux contraintes structurelles. La combinaison des perspectives théoriques et de la méthodologie mixte a assuré une lecture fine des dynamiques locales, offrant des enseignements

utiles pour les politiques publiques, la régulation des marchés alimentaires et la réduction des inégalités d'accès à la nourriture.

2. Résultats

2.1. Profil socio-économique des ménages et dynamique des produits sur les marchés de Daoukro

L'analyse des vingt ménages enquêtés s'est appuyée sur plusieurs indicateurs : la taille du ménage, le type de logement, le niveau d'instruction, la situation matrimoniale et la situation professionnelle. Ces éléments permettent de mieux comprendre le profil socioéconomique des populations étudiées ainsi que leurs conditions d'accès aux produits alimentaires. Les données montrent notamment que la taille des ménages varie entre 1 et 15 personnes ou plus, comme l'illustre le tableau ci-après.

Tableau 1 : Répartition des ménages selon l'effectif

Groupes d'effectifs	Valeurs absolues	Valeurs relatives %
[0-1]	2	10
[1-5]	4	20
[5-10]	6	30
[10-15]	5	25
[15;+∞[	3	15
Total	20	

Source : TAPSOBA, M. C. (2021).

Les ménages enquêtés présentent des tailles variables, allant d'une à plus de quinze personnes. La catégorie la plus représentée est celle des ménages de 5 à 10 membres, soit 30 % de l'échantillon. La faible proportion de ménages d'une seule personne s'explique par la forte densité démographique du quartier, historiquement lié au premier village autochtone baoulé. Cette configuration reflète un modèle familial où la taille du ménage est associée à la mobilisation de la force de travail et des ressources nécessaires à la reproduction économique et sociale du foyer.

Tableau 2 : Répartition des ménages selon les habitats

Type d'habitat	Valeurs absolues	Valeurs relatives %
Entrée-couchée	2	10
Cour commune	8	40
Appartement	6	30
Villa clôturée	4	20
Total	20	100%

Source : TAPSOBA, M. C. (2021).

L'analyse du type de logement des ménages enquêtés révèle une diversité significative des configurations résidentielles : 10 % des ménages résident dans des entrées-couchées, 40 % occupent des maisons en cours communes, 30 % vivent dans des appartements, tandis que 20 % disposent de villas clôturées. La prédominance des ménages logeant dans des cours communes s'explique par des logiques à la fois structurelles et socio-économiques propres au milieu rural. D'une part, la plupart des constructions rurales sont conçues sans référence aux standards de commodité et de confort modernes, reflétant une architecture domestique pragmatique et fonctionnelle. D'autre part, cette configuration traduit une stratégie d'accès à un logement à coût modéré, permettant à la majorité des ménages, quel que soit leur capital économique, de bénéficier d'un espace habitable adéquat. Ainsi, le choix résidentiel est intimement lié aux contraintes économiques des ménages et à la rationalité pratique qui guide l'occupation de l'espace, illustrant comment les dynamiques sociales et économiques influencent la structuration de l'habitat au sein de cette localité.

Tableau 3 : Répartition de niveau d'instruction des chefs de ménages.

Niveau d'instruction	Valeurs absolues	Valeurs relatives%
Analphabètes	6	30
Primaires	7	35
Secondaires	4	20
Supérieures	3	15
Total	20	100%

Source : TAPSOBA, M. C. (2021).

L'analyse du niveau d'instruction des ménages enquêtés a révélé une prépondérance des personnes ayant fréquenté uniquement le primaire. Cette situation s'explique en partie par le rôle de Daoukro, et plus particulièrement de Baoulékro, en tant que centre régional d'accueil pour de nombreux migrants à faibles revenus. Ces populations, souvent issues de contextes affectés par des crises politiques ou économiques, ont rencontré des conditions de vie peu favorables à la scolarisation.

Par ailleurs, les 30 % d'analphabètes recensés correspondent aux chefs de ménages qui n'ont jamais eu l'opportunité de fréquenter l'école, pour des raisons multiples : pauvreté, travaux agricoles précoces, divorces, décès des parents, ainsi que contraintes liées aux coutumes et aux croyances locales. À titre illustratif, un enquêté, identifié sous les initiales KF, relate : « Mon père a divorcé de sitôt avec ma mère, qui n'avait pas les moyens de nous scolariser, donc nous avons été réduits aux travaux champêtres ». De son côté, YP explique : « Avant chez nous, les femmes ne vont pas à l'école, leur place est à la cuisine, selon notre coutume. L'école freinait nos croyances. Quant aux autres niveaux, secondaires et supérieurs, ils sont en dessous de la moyenne pour des raisons de manque de soutien parental et de moyens financiers ».

Ces témoignages mettent en lumière la manière dont les structures familiales, les contraintes économiques et les normes culturelles s'articulent pour produire des inégalités d'accès à l'éducation. Ils illustrent également l'impact durable de ces déterminants sur le capital humain des ménages et sur leurs stratégies de reproduction sociale, confirmant l'importance de considérer le contexte historique, économique et socioculturel dans l'analyse des niveaux d'instruction à Baoulékro.

Tableau 4 : Relatif à la situation matrimoniale des chefs de ménages

Chefs de Ménages	Situation matrimoniale	Valeurs absolues	Valeur totale	Valeur relatives %
Vivant en couple	Mariés	5	11	55
	Concubinages	6		
	Divorces	2		
Vivant seul	Célibataires	4	9	45
	Veufs (ves)	3		
Total			20	100%

Source : TAPSOBA, M. C. (2021).

Ce tableau présent 55% des ménages ou les chefs vivent en couple ,45% des ménages pour des cas de divorces, de perte de conjoints ou de conjointes et même de cas d'incapacité de gérer une vie à deux vivent seul.

Propos de l'enquêté DB :

« j'ai choisi de vivre seule car je ne suis pas à mesure de gérer les caprices d'un homme, de toujours réfléchir à ce qu'il va manger, tenir la maison selon son gout. Je suis à l'aise seule ».

La population élevée des ménages vivant en couple traduit pour notre part, une population active, accueillante qui a le sens du partage. Vivre en couple offre plusieurs prérogatives pour organiser la vie en familiale, car la société est basée sur la famille et la famille est à son tour fondée sur l'union de deux individus de sexes différents.

Tableau 5: Relatif à la situation professionnelle

Situation Professionnelle	Valeurs absolues	Valeurs relatives
Secteur public	2	10
Secteur privés	3	15
Sans employ	5	25
Secteur informel	10	50
Total	20	100%

Source : TAPSOBA, M. C. (2021).

Propos d'un enquêté NO :

« Ici Daoukro en général et en particulier à Baoulékro, nos enfants peinent à s'offrir un emploi, ils sont obligés de pratiquer l'orpaillage, aide maçon appelé communément (manawa) se promener sur le soleil et la pluie avec les habits des Ghanéens appelé friperie pour avoir de quoi survivre et aider leur famille »

Nous avons 50% des ménages dont les chefs travaillent dans le secteur informel. Ce résultat montre que dans ce quartier, le secteur informel constitue le champ principal d'activité des populations. Les 25% qui représentent le tiers de la population démontre à quel point la population de Baoulékro aspire, manifeste le désir ardent pour son insertion professionnelle.

En définitive, les résultats de ce chapitre révèlent que parmi les 20 ménages enquêtés dont les effectifs varient de 1 à 15 et plus sont majoritairement logés dans des cours communes 40%, avec un taux réduit d'analphabètes, s'adonnent aux activités du secteur informel. S'agissant des situations matrimoniales, on note un faible intérêt aux mariages civils cela montre qu'ils restent rattachés à leurs activités.

2.2. Disponibilité et consommation des produits alimentaires

Un produit alimentaire peut être compris comme toute substance destinée à être consommée par l'être humain dans le but d'assurer son alimentation, en lui apportant l'énergie et les nutriments indispensables au bon fonctionnement de l'organisme, tels que les protéines, les glucides ou encore les vitamines. Ces produits relèvent de la catégorie des biens dits non durables, et s'inscrivent plus largement dans l'ensemble des biens et services qui structurent l'activité économique.

De manière générale, on distingue deux grandes catégories : les produits matériels et les produits non matériels. Les produits non matériels renvoient à des biens immatériels, qui ne peuvent être ni touchés ni stockés, comme c'est le cas d'un service numérique ou d'une formation en ligne. À contrario, les produits matériels se caractérisent par leur dimension tangible : ils peuvent être manipulés, transportés et consommés. Ces derniers se répartissent eux-mêmes en produits durables, semi-durables et non durables.

Les produits non durables, qui sont au cœur de cette étude, se distinguent par leur consommation rapide et leur renouvellement fréquent. Ils regroupent des biens de nature diverse que l'on peut classer en deux grandes catégories : les produits homogènes et les produits hétérogènes. Les produits hétérogènes présentent des caractéristiques spécifiques qu'il s'agisse de la qualité, de la marque ou encore de l'image associée qui limitent leur substituabilité. Autrement dit, même s'ils remplissent une fonction similaire, ils ne sont pas perçus comme équivalents par les consommateurs.

À l'inverse, les produits homogènes se caractérisent par leur standardisation et leur interchangeabilité. Ils peuvent être vendus selon des unités de mesure courantes comme le kilogramme ou le litre. Dans cette catégorie, on retrouve notamment des denrées

alimentaires de base telles que le riz, le maïs, le mil, la viande (bœuf, mouton), le poulet, les œufs, les arachides, l'huile de palme, ainsi que divers légumes et produits issus de l'agriculture locale. Dans le cadre de cette recherche, ces produits sont regroupés en deux grandes catégories analytiques les céréales et les viandes afin de mieux appréhender leur disponibilité, leurs modes de consommation et leurs circuits de commercialisation sur les marchés de Daoukro. Cette structuration permet ainsi de proposer une lecture plus systématique des dynamiques alimentaires observées sur le terrain.

Tableau 6, relatif aux prix moyens des céréales

Céréales au Kilogramme							
	Grand marché de Daoukro		Petit marché de Baoulékro Daoukro		Petit marché de 120 logements Daoukro		
	Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix moyen Fcfa
Mais sec	500	1	500	1	500	1	500
Mil	500	1	500	1	500	1	500
Riz brisé	750	1	750	1	750	1	750
Riz importé populaire	650	1	650	1	650	1	650
Riz local	700	1	700	1	700	1	700

Source : TAPSOBA, M. C. (2021).

En ce qui concerne les prix moyens des céréales, le mil se vend en moyenne à 500 FCFA, reflétant sa disponibilité quasi généralisée dans les différents quartiers. Le riz brisé et le riz importé s'échangent respectivement à 750 F et 650 F, tandis que le riz local atteint 700 F, en raison de sa rareté croissante. Les enquêtes ont montré que les céréales demeurent les produits alimentaires les plus consommés, le riz local étant de moins en moins accessible malgré son prix élevé. Le riz brisé et le riz importé, notamment le « dénicachia » littéralement « riz favorable aux ménages

surpeuplés» en langue malinké, constituent les variétés les plus prisées par les populations du quartier.

Au-delà des céréales, la viande fraîche, appartenant également aux produits N1, représente un autre ensemble alimentaire central qui mérite une attention spécifique dans l'analyse des habitudes de consommation.

Tableau 7 relatif aux prix moyens des viandes fraîches

Viande fraîche au Kilogramme								
		Grand marché de Daoukro		Petit marché de Baoulékro Daoukro		Petit marché de 120 logements Daoukro		
		Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix moyen Fcfa
Triple de bœuf		2200	1	2200	1	0	1	2200
Viande de bœuf avec os		2500	1	2500	1	0	1	2500
Viande de bœuf sans os		3000	1	3000	1	0	1	3000
Viande de mouton		4000	1	4000	1	0	1	4000

Source : TAPSOBA, M. C. (2021).

Les prix moyens affichés dans ce tableau montrent une inconstance de la viande fraîche sur les marchés .Le grand marché de Daoukro est considéré comme le marché central de la ville ou la viande est régulièrement vendue ; les autres marchés n'exposent que les jours de fête

La majorité des ménages du quartier Baoulékro considère comme gaspillage le fait de déboursier 2500frs ou 3000frs pour un kilogramme de viande ,ils préfèrent les côtelettes de porc fumés dépourvues de toute chair et exposés dans tous quartiers et marchés avec un prix très abordable ,accessible à tous ,le prix sont compris entre 500frs,1000frs Les produits de cette classe sont

vendus les marchés en unités non standard mais identique par exemple la mesure de la farine, de mil, farine de maïs, de manioc le sel, l'arachide non décortiquées etc.

Tableau 8 relatif aux prix moyens des farines

Farine vendue en vrac							
		Grand marché de Daoukro		Petit marché de Baoulékro Daoukro		Petit marché de 120 logements Daoukro	
		Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix en franc CFA	Poids (kilo)
Farine de maïs		500	1	400	1	500	1
Farine de manioc		500	1	500	1	500	1
Farine de mil		600	1	650	1	650	1
Farine de blé		700	1	750	1	750	1

Source : TAPSOBA, M. C. (2021).

Les prix moyens affichés des farines part de 500frs à 750frs le kilogramme .Avec ces prix moyens au kilogramme abordables à toutes les couches sociales, les ménages s'adonnent à leur consommation. Selon nos enquêtes, les farines sont consommées presque au même degré que le riz populaire (dénicacha).

Tableau 9 relatif au prix moyens des poissons fumés

Poisson fumés								
		Grand marché de Daoukro		Petit marché de Baoulékro Daoukro		Petit marché de 120 logements Daoukro		
		Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix moyen Fcfa
Poisson belle dame		4000	1	4500	1	4500	1	4500
Poissons fumés magni		2000	1	2200	1	2200	1	2200
Machoirons fumés		5000	1	5000	1	5000	1	5000
Poissons fumés maquereau		2000	1	2200	1	2200	1	2200
Poissons fumés saint pierre		5000	1	5000	1	5000	1	5000
Poissons fumés apolo		2000	1	2200	1	2200	1	2200
Carpe fumés		5000	1	5000	1	5000	1	5000

Source : TAPSOBA, M. C. (2021).

Ce tableau montre bien que les prix moyens sont bien différents les uns et des autres ; Les poissons fumés apolos et maquereaux affichent des prix moyens au kilogramme 2200frs que les poissons carpes fumés et machoirons fumés qui donnent presque le triple des prix moyens des précédents. Ce prix élevé de ces variétés de poissons n'est pas accessible à toutes les couches sociales par conséquent, poisson fumé apolo, maquereau et magni restent les poissons les plus consommés de tous les ménages ou du moins la majorité.

Tableau 10, relatif aux poissons frais

Poisson frais								
		Grand marché de Daoukro		Petit marché de Baoulékro Daoukro		Petit marché de 120 logements Daoukro		
		Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix moyen Fcfa
Poisson mimi lago		1000	1	1000	1	1000	1	1000
Apolo		2000	1	2200	1	2200	1	2200
Poisson qui me connaît		1500	1	1500	1	1500	1	1500
Poissons maquereau		2000	1	2200	1	2200	1	2200
Poissons belle dame		5000	1	5000	1	5000	1	5000
Poissons sosso		5000	1	5000	1	5000	1	5000

Poisson tilapia	5000	1	5000	1	5000	1	5000
-----------------	------	---	------	---	------	---	------

Source : TAPSOBA, M. C. (2021).

Les prix moyens de ces poissons sont compris entre 1000 et 1500 le kilogramme sur ces marchés. Il y a aussi des petits poissons de mauvaise qualité appelé mimi lago, qui me connaît. Les poissons tels que sossos, tilapias et demoiselles sont des poissons de luxe et réservés à une catégorie de personnes (Les fonctionnaires, les personnes ayant plus de revenus financiers.)

Tableau 11, relatif aux légumes en feuilles

Légumes en feuilles								
		Grand marché de Daoukro		Petit marché de Baoulékro Daoukro		Petit marché de 120 logements Daoukro		
		Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix moyen Fcfa
Feuille de taro		500	1	500	1	500	1	500
Feuille de Manioc		300	1	300	1	300	1	300
Feuille de Chou		500	1	500	1	500	1	500
Feuille patate		300	1	300	1	300	1	300
Feuille épinard		300	1	300	1	300	1	300

Feuille de pécile	600	1	650	1	700	1	700
Feuille kloila	300	1	300	1	300	1	300

Source : TAPSOBA, M. C. (2021).

Les feuilles de taro, manioc, chou, patate, affiche les prix moyen tels que : 500;300;500;500 et c'est à partir du grand marché de Daoukro que les autres sont ravitaillés. Au niveau des prix, nous observons une différence avec les feuilles de manioc, de kloila et d'épinard qui sont à moindre cout. Cette différence est dû au fait qu'on les retrouve un peu partout, ils poussent un peu partout également et ils proviennent beaucoup de toutes les zones de Daoukro

Tableau 12 : relatif aux couts des légumes en fruit et en racines

Les prix moyens en kilogramme des légumes en fruit et en racine sont compris entre 500frs

Légumes en fruit et en raciness								
		Grand marché de Daoukro		Petit marché de Baoulékro Daoukro		Petit marché de 120 logements Daoukro		
		Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix en franc CFA	Poids (kilo)	Prix moyen Fcfa
Gombo frais		500	1	500	1	500	1	500
Gombo sec		2000	1	2000	1	2000	1	2000
Tomate africaine (locale)		500	1	500	1	500	1	500
Oignon blanc		600	1	600	1	600	1	600
Haricot vert		650	1	700	1	700	1	700
Oignon violet		700	1	750	1	750	1	750
Piment sans bon importé		600	1	650	1	650	1	650
Piment local		500	1	500	1	500	1	500
Tomate importé		700	1	750	1	750	1	750
Ail		500	1	500	1	500	1	500
Piment sec		700	1	750	1	750	1	750

Source : TAPSOBA, M. C. (2021).

et 750frs .Les produits locaux tels que ;piment local, piment sec

,oignon blanc, tomate africain, gombos frais et secs sont accessibles que les autres produits qui sont pour la plus part importés tels que :haricot vert, oignon violet, tomate importée...leur prix est toujours plus élevés mais ,ils sont consommés par des couches sociales sélectives .on est donc tenté de dire que ses produits ne sont pas accessibles à tous les ménages du fait de leur prix élevé

2.3. La participation des ménages au développement

Le capital économique désigne l'ensemble des ressources financières, matérielles et productives que possèdent les individus, les familles et les communautés (revenus, terres, équipements, entreprises, épargne...). Le capital économique et social joue un rôle fondamental dans le développement d'une localité, surtout dans des contextes comme celui de Daoukro ou Baoulékro, où les ressources publiques sont parfois limitées. Ces ménages avec le peu de ressources financières arrivent à créer des activités économiques qui leur permettent d'investir dans des petites entreprises de commerces ,de l'agriculture et de l'artisanat; de stimuler les investissements communautaires :des projets collectifs,(forages, écoles ,centre de santé...) création des petites entreprises qui emploient des jeunes pour des ventes en détail de divers articles et renforce l'autonomie financière car une localité économiquement active dépend moins de l'aide extérieure (ON,État) et peut autofinancer certains services sociaux.

Le capital social désigne l'ensemble des réseaux de relations, à la confiance mutuelle, aux solidarités familiales, communautaires, religieuses et professionnelles. Ces ménages forment un vrai réseau de plusieurs types (famille, famille élargie, groupe de tontines, ethniques, religieuses, leaders, communautaires...) pour initier et soutenir des projets communs qui leur permettent de se soutenir mutuellement et mieux s'organiser à l'effet de pouvoir supporter le coût de cette vie chère. Le développement local durable repose donc sur la combinaison des deux : Les ressources financières permettant d'agir et les relations sociales permettant coordonner les actions et d'assurer leur pérennité. A Baoulékro, une coopérative agricole bien organisée (capital social) obtient un microcrédit pour acheter un moulin à manioc (capital économique). Ce moulin bénéficie à toute la communauté, réduit la pénibilité du travail des femmes et crée des revenus locaux.

2.4. L'effet de la vie chère sur les ménages de Baoulékro

La flambée des prix des denrées alimentaires, des produits de première nécessité et des services de bases affectent lourdement les ménages de Baoulékro, dont la majorité vit dans une situation de vulnérabilité économique. Nous observons la réduction du pouvoir d'achat des ménages. Les revenus faibles souvent issus de petits commerces, du secteur informel ou de l'agriculture traditionnelle, ne suffisent plus à couvrir les dépenses quotidiennes. Inflation a réduit considérablement leur capacité à satisfaire des besoins essentiels comme : l'alimentation quotidienne (prix de riz, de l'huile, des légumes, du poisson ...), les frais de transport pour se rendre au travail ou à l'école, les dépenses scolaires (fournitures, cotisations, uniformes) et surtout les soins de santé élémentaires. Cette vie sous contrainte entraîne une fatigue sociale, une perte d'estime de soi, un stress permanent parfois des tensions intrafamiliales ou communautaires. Les parents doivent faire des choix difficiles quel enfants envoyer à l'école ou à qui acheter des médicaments? Nous observons une focalisation uniquement sur leur survie quotidienne, les ménages de Baoulékro participent de moins en moins aux activités communautaires, aux projets de développement local ou aux instances de décisions (réunions, comités...) Cela creuse un écart croissant entre les populations pauvres et les dynamiques de développement économiques et sociale la localité.

Dans ce quartier, les ménages souffrent énormément des coupures d'eau et d'électricité, on observe une hiérarchisation des besoins, souvent dans cet ordre : L'alimentation est la priorité absolue, même si cela implique de réduire la quantité ou la qualité des repas de la majorité de ces ménages (ex : consommer du manioc ou du riz sans sauce riche). Le logement : Le loyer et l'abri sont souvent maintenus, mais les conditions de logement sont dégradées. Scolarisation partielle ou certains enfants sont retirés de l'école, sont laissés pour au compte, au niveau de la santé, les soins ne sont sollicités qu'en cas d'urgence, et les médicaments sont parfois remplacés par des remèdes traditionnels.

La scolarisation est un processus social et économique qui prépare les individus à intégrer le marché du travail, un mécanisme d'insertion sociale, de mobilité sociale. La scolarisation est surtout un processus structurant qui lie l'éducation au système économique, à l'emploi et aux rapports sociaux. Elle peut être

une voie d'émancipation, mais aussi un moyen de reproduction de l'inégalité selon les contextes sociaux, familiaux et économiques. La scolarisation peut être considérée comme un indicateur développement local. Dans certaines localités comme Baoulékro, nous observons comment la vie chère, le genre et la pauvreté constituent des facteurs limitant l'accès à l'école pour certains groupes sociaux.

Tableau 19, relatif à la scolarisation dans les ménages

Ménages Enfants	Accès à un(1) plat/jour	Accès à deux(2) plats /jour	Accès à trois(3) plats/jour	Valeurs absolues	Valeurs relatives%
Scolarisés	3	2	1	8	35
Déscolarisés	7	4	3	12	65
Total	10	6	4	20	100

Source : TAPSOBA, M. C. (2021).

Le tableau ci-dessous fait le point de la situation des enfants des ménages de Baoulékro en âge d'aller à l'école dont l'âge varie de 5 à 20 ans.

Selon les résultats, 65% des ménages vivent avec des enfants qui peuvent aller à l'école, mais qui, malheureusement reste oisifs et 35% des ménages qui font l'effort de prioriser l'éducation scolaire de leurs enfants. Ce pourcentage élevé des enfants déscolarisés de ces ménages, es lié en grande partie par le poids du cout de la vie chère qui pèse en général sur eux. Pour ces ménages, la priorité devient l'alimentation au détriment de l'éducation.

2.5. La qualité de vie et les soins de santé dans ces ménages

La qualité de la vie est un ensemble des conditions matérielles et immatérielles qui permettent à une personne ou à une communauté de vivre dignement, de manière équilibrée, satisfaite et socialement intégrée. La qualité de la vie ne se limite pas à la richesse ou à la consommation, mais prend en compte les inégalités sociales, les formes d'emploi, les conditions de travail et les accès aux services essentiels (éducation, santé, logement, transport...) ainsi que les relations sociales. La qualité de vie est donc un état de bien-être social d'un individu ou d'une communauté.

Les conditions de vie matérielles font référence aux revenus, à la stabilité de l'emploi, de logement, l'accès à l'eau et l'électricité, à une alimentation suffisante.

L'accès des ménages de Baoulékro aux soins de santé est limité par plusieurs obstacles : l'absence d'un centre de santé publique, cout des soins élevés par rapport aux niveaux de vie de ces ménages (consultations, médicaments, examens) sont souvent inaccessible pour les familles à faibles revenus .Il faut noter aussi que l'éloignement de l'hôpital général de la ville, les inégalités locales, aux maladies environnementales et à la pression économiques sur les foyers malgré la couverture de la maladie universelle(CMU)qui devait améliorer la condition des soins de santé demeure une problématique car plusieurs ménages ne sont pas sensibilisés à l'adhésion et la prise en charge de ce projet Gouvernemental .Par contre, certains ménages peinent à s'inscrire et même à s'acquitter de leur cotisation mensuelle. Les familles pauvres recourent parfois à la médecine traditionnelle ou à l'automédication par faute de moyens financier.

Tableau 20, relatif à la situation d'assurance maladie

Ménages	Accès à un(1) plat/jour	Accès à deux(2) plats/jour	Accès à trois(3) plats/jour	Valeurs Absolues	Valeurs relatives %
Assurés	4	2	1	9	40
Non assurés	6	4	3	11	60
Total	10	6	4	20	100

Source : TAPSOBA, M. C. (2021).

On remarque ici que le pourcentage des ménages non assurés 60% est élevé que celui des ménages ayant une couverture d'assurance 40% Cette différence s'explique à plusieurs niveaux :

Nous avons pu noter le fait que la majorité des ménages de Baoulékro travaillent dans le secteur privé ou à leur propre compte dans des petites entreprises, et petits commerces qui ne leur permet pas de se prendre en charge décemment et la conséquence de cette situation est que, la plupart de ces ménages font recours

aux médicaments contre-façonnés pour leurs soins, la question de l'assurance ne fait partie de leur priorité.

2.6. Conflits sociaux et économiques liés à la hausse des prix alimentaires

Les ménages de Baoulékro font face à des tensions intergénérationnelles, économiques et culturelles. La vie chère et la hausse des prix des denrées créent des conflits au sein des familles et entre les acteurs du marché. Comme le souligne T.E :

« Si les prix des denrées alimentaires ne baissent pas, nous allons saccager tout au marché. Trop c'est trop ». MD, chef de famille, précise : « Les gens augmentent les prix des marchandises sans tenir compte des populations, ce n'est pas bien ».

Ces conflits révèlent les désaccords sur l'accès aux ressources et la répartition du pouvoir économique.

La précarité économique des ménages contribue à un taux élevé d'enfants déscolarisés. Les contraintes financières obligent les familles à prioriser certains enfants pour l'école, souvent ceux jugés les plus prometteurs, tandis que d'autres sont orientés vers le travail domestique ou agricole. La pauvreté et les grossesses précoces accentuent cette dynamique. Le manque d'encadrement et la méconnaissance de la valeur de l'éducation perpétuent un cycle de marginalisation. Ces facteurs combinés produisent des effets sur l'avenir économique et social des enfants.

2.7. Stratégies de résilience économiques et alimentaires

Pour faire face à la hausse des prix, les ménages développent des stratégies économiques : diversification des revenus via l'agriculture vivrière, le petit commerce et l'artisanat ; réduction du nombre de repas et recours à des produits moins chers ; entraide familiale et tontines. Comme le note A.A, vendeuse : *« Tout a augmenté sur le marché, on ne gagne plus de bénéfices donc on est obligé d'augmenter les produits pour nous en sortir »*. Ces pratiques permettent de préserver un minimum vital malgré la pression économique.

2.7.1. Adaptation sociale et maintien de la solidarité

La solidarité familiale et communautaire reste un pilier fondamental. Les ménages partagent la nourriture, organisent collectivement les travaux et soutiennent l'éducation à travers le tutorat familial ou l'aide de la diaspora. Ces systèmes renforcent la cohésion sociale malgré les tensions engendrées par la hausse des prix.

2.7.2. Adaptation scolaire et culturelle

Face aux contraintes, les familles pratiquent une scolarisation sélective et assurent un soutien scolaire informel. Sur le plan culturel, les ménages maintiennent les traditions et les rites essentiels, parfois sous forme simplifiée. L'usage des croyances religieuses et du recours aux anciens contribue à renforcer la résilience morale et la cohésion communautaire.

2.7.3. Réorganisation des rapports sociaux dans le système alimentaire

La hausse des prix des denrées déstructure les relations entre consommateurs et vendeurs, générant des alliances et des conflits selon les intérêts. G.B, consommateur, déclare : « *S'ils continuent comme ça avec les prix exorbitants, nous n'allons plus acheter leurs produits* ». Ces dynamiques reflètent la tension entre nécessité économique et solidarité sociale, et montrent comment les ménages et les acteurs du marché réorganisent leurs comportements face aux pressions économiques.

3. Discussion

Les résultats de l'étude sur les ménages de Baoulékro (Daoukro) montrent que ces derniers présentent des profils socio-économiques variés, avec des tailles de foyer allant de 1 à plus de 15 personnes, majoritairement logés dans des cours communes et à faible niveau d'instruction. La majorité des chefs de ménage travaillent dans le secteur informel, vivent en couple et priorisent la survie quotidienne face à la vie chère, au détriment de l'éducation et de l'accès aux soins de santé, 60 % n'étant pas assurés. La disponibilité et la consommation des produits alimentaires révèlent que les céréales, farines et certains poissons fumés restent accessibles à la majorité, tandis que les produits

importés ou de luxe sont réservés à des ménages plus aisés. La flambée des prix provoque des tensions sociales et économiques, des conflits intrafamiliaux et une déscolarisation partielle des enfants. Pour y faire face, les ménages développent des stratégies de résilience économiques et alimentaires, reposant sur la diversification des revenus, la réduction des repas, l'entraide familiale et communautaire, le maintien de la solidarité, la scolarisation sélective et la préservation des pratiques culturelles. Ces dynamiques traduisent une adaptation pragmatique face à la précarité tout en soulignant l'impact direct des contraintes économiques sur la qualité de vie, la participation communautaire et le développement local.

L'analyse des ménages de Baoulékro met en évidence des profils socio-économiques marqués par une grande diversité, reflétant des inégalités structurelles et historiques, un constat qui trouve un écho dans la perspective bourdieusienne sur le capital social et culturel. Selon Bourdieu (1984), les pratiques alimentaires et les stratégies de consommation sont profondément liées à la position sociale et aux ressources disponibles, ce qui explique que les ménages à faibles revenus privilégient les céréales locales et les produits abordables, tandis que les produits importés ou de luxe restent l'apanage des ménages plus aisés. Cette différenciation souligne comment les goûts et choix alimentaires sont des marqueurs sociaux, révélant la hiérarchisation des positions économiques et culturelles dans l'espace social.

La dépendance de la majorité des chefs de ménage au secteur informel et l'accès limité à l'éducation et aux soins illustrent la vulnérabilité des ménages face à la vie chère, un phénomène décrit par Diallo, Bricas et Tchamda (2009) dans l'analyse des marchés alimentaires ouest-africains. Les ménages doivent mobiliser des stratégies de survie quotidiennes, ce qui reflète la « logique de reproduction » des inégalités économiques et sociales, confirmée par Diakalia (2015) qui montre que la vulnérabilité alimentaire des ménages ivoiriens est directement corrélée à leur faible capital économique et social. L'adoption de pratiques de résilience, telles que la diversification des revenus et l'entraide familiale, s'inscrit dans ce cadre comme un mécanisme de mitigation des contraintes, en lien avec le concept de capital social décrit par Granovetter (1985), qui souligne l'importance des réseaux sociaux pour faciliter l'action économique et la survie dans des contextes de précarité.

Par ailleurs, la dynamique des prix et la consommation des produits alimentaires mettent en évidence les tensions entre l'offre de marché et la capacité d'achat des ménages. Comme le soulignent Chival, Malassis et Padilla (1995) et Yabile (2013), la marchandisation des denrées et les fluctuations des marchés alimentaires en Côte d'Ivoire influencent directement l'accès aux produits de base et la sécurité alimentaire, exacerbant les conflits sociaux et économiques observés dans les ménages. La préférence pour des produits alimentaires peu coûteux ou standardisés reflète une adaptation rationnelle des ménages à leur environnement économique instable, corroborant les analyses de Pierre (2001) sur la consommation alimentaire comme pratique socialement encadrée et socialement différenciée.

Enfin, les stratégies de résilience alimentaire et sociale témoignent d'une capacité d'adaptation pragmatique qui permet de maintenir la cohésion familiale et communautaire, malgré les contraintes économiques. Koné et Yao (2007) soulignent que la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire dépend autant de la mobilisation des ressources économiques que des solidarités sociales et des initiatives locales. De même, le rapport du PAM (2023) rappelle que dans les contextes de crises alimentaires, l'organisation communautaire et les pratiques locales constituent des leviers essentiels pour réduire la vulnérabilité. Ainsi, les ménages de Baoulékro ne sont pas de simples victimes de la vie chère, mais des acteurs capables de réorganiser leurs pratiques alimentaires, leurs rapports sociaux et leur participation communautaire pour préserver un minimum vital et maintenir un développement local durable.

Conclusion

L'étude réalisée à Daoukro, en particulier dans le quartier de Baoulékro, met en évidence une grande diversité des situations socio-économiques des ménages. Ceux-ci se caractérisent par des tailles familiales variables, des conditions de logement souvent modestes, ainsi qu'un niveau d'instruction généralement limité au primaire, voire inférieur. À cela s'ajoute une forte présence du secteur informel comme principale source de revenus. Par ailleurs, la situation matrimoniale et professionnelle des chefs de ménage

montre qu'il s'agit, dans l'ensemble, d'une population active, mais confrontée à une précarité économique persistante.

Sur le plan alimentaire, les habitudes de consommation sont largement dominées par les produits de première nécessité, notamment les céréales, les farines, ainsi que les viandes ou poissons les plus accessibles. En revanche, les produits importés ou considérés comme plus coûteux restent hors de portée pour la majorité des ménages et ne concernent qu'une minorité. Dans ce contexte, la hausse continue des prix et le coût élevé de la vie réduisent considérablement le pouvoir d'achat. Cette situation a des répercussions directes sur plusieurs aspects de la vie quotidienne, notamment l'accès à l'éducation et aux soins de santé, tout en favorisant l'émergence de tensions sociales et familiales.

Face à ces difficultés, les ménages ne restent pas passifs. Ils mettent en place diverses stratégies pour s'adapter à leur environnement économique. Cela se traduit par la diversification des activités génératrices de revenus, la réduction du nombre de repas, le recours à la solidarité familiale ou communautaire, la participation à des tontines, ou encore le développement de formes informelles de soutien scolaire. Parallèlement, les pratiques culturelles et religieuses sont maintenues, jouant un rôle important dans la cohésion sociale. L'ensemble de ces mécanismes témoigne d'une capacité d'adaptation collective visant à préserver l'essentiel, à renforcer les liens sociaux et à maintenir une certaine implication dans la vie économique locale malgré les contraintes.

En définitive, cette étude montre que l'accès à l'alimentation, les conditions de vie et la participation au développement local sont le produit d'interactions complexes entre facteurs économiques, sociaux et culturels. Elle met surtout en évidence l'importance des solidarités et des réseaux sociaux, qui constituent des ressources essentielles pour faire face à la précarité et assurer, tant bien que mal, la continuité de la vie économique des ménages à Baoulékro.

Bibliographie

BÉNÉ Christophe, HEADY Derek, HADDAD Lawrence et al., 2016. *Is Resilience a Useful Concept in the Context of Food Security and Nutrition Programmes?*, Food Security Journal, Dordrecht.

- BECKERT Jens**, 2010. *How Do Fields Change? The Interrelations of Institutions, Networks, and Cognition in the Dynamics of Markets*, Organization Studies, Londres.
- BOURDIEU Pierre**, 1984. *La Distinction : critique sociale du jugement*, Les Éditions de Minuit, Paris.
- CALLON Michel**, 2017. *L'emprise des marchés : comprendre leur fonctionnement pour pouvoir les changer*, La Découverte, Paris.
- CHIVAL Jean-Claude, MALASSIS Louis, PADILLA Martine**, 1995. *Économie mondiale de l'alimentation*, Éditions Economica, Paris.
- DIAKALIA Koffi**, 2015. *Sécurité alimentaire et vulnérabilité des ménages en Côte d'Ivoire*, Presses Universitaires de Côte d'Ivoire (PUCI), Abidjan.
- DIALLO Boubacar, BRICAS Nicolas, TCHAMDA Claude**, 2009. *Les marchés alimentaires en Afrique de l'Ouest : dynamiques et enjeux*, Karthala, Paris.
- ELLIS Frank**, 2000. *Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries*, Oxford University Press, Oxford.
- FAO**, 2022. *The State of Food Security and Nutrition in the World*, FAO, Rome.
- GRANOVETTER Mark**, 1985. *Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness*, American Journal of Sociology, University of Chicago Press, Chicago.
- HLPE**, 2020. *Food Security and Nutrition: Building a Global Narrative Towards 2030*, FAO, Rome.
- KONÉ Mamadou, YAO Kouassi**, 2007. *Agriculture et sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire*, Presses Universitaires de Côte d'Ivoire (PUCI), Abidjan.
- PIERRE Jean-Pierre**, 2001. *Sociologie de l'alimentation*, Presses Universitaires de France (PUF), Paris.
- PIKETTY Thomas**, 2019. *Capital et idéologie*, Éditions du Seuil, Paris.
- PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)**, 2023. *Rapport mondial sur les crises alimentaires*, Programme Alimentaire Mondial / Organisation des Nations Unies, Rome.
- SEN Amartya**, 1999. *Development as Freedom*, Oxford University Press, Oxford.
- YABILE Kouadio**, 2013. *Dynamique des marchés alimentaires et sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire*, Éditions Universitaires de Côte d'Ivoire, Abidjan.